



Déclaration Liminaire du Comité Social d'Administration Local du 10 janvier 2023

Comité Social d'Administration local

Ordre du jour :

- 1 – Installation du CSAL
- 2 – Bilan du fonds d'amélioration des conditions de vie au travail (FACVAT) (pour information)
- 3 – Grand Remue-Méninges – Contrat d'Objectifs et de Moyen : Présentation du plan d'actions départemental et du document d'orientation du prochain Contrat d'Objectifs et de Moyens (pour information)
- 4 – Sobriété énergétique : présentation du dispositif de délestage (pour information)
- 5 – Questions diverses.

Monsieur le Président,

Nous pourrions intituler cette déclaration « rétrospective et prospectives » et y mettre beaucoup d'espoirs ou a minima une relative confiance dans la construction d'un avenir partagé pour la DGFIP.

Rétrospective 2022 !

Pour Solidaires Finances Publiques cette année 2022 est marquée par la colère, l'indignation mais aussi par une détermination sans faille pour une DGFIP renforcée, réhumanisée, reconnue, au service de l'intérêt général et pour plus de justice fiscale, sociale et environnementale !

Une année 2022 marquée par la guerre aux portes de l'Europe

Une année 2022 marquée par l'explosion des inégalités où la répartition des richesses semble être un mirage au milieu du désert. Une année où les plus riches ont encore renforcé leur pouvoir et leur domination et ce sans la moindre pudeur. La coupe du monde au Qatar démontre par ailleurs la minceur des frontières entre l'esprit des jeux, symbole de l'esprit humain et les basses manœuvres des jeux d'argent !

Une année 2022 où les sobriétés en tous genres qu'elles soient salariales, énergétiques ou climatiques ne concernent pas la classe des 1 % des plus riches. Une année où les conditions de travail sont impactées par des injonctions de sobriété tous azimuts.

Une année 2022 où les politiques ultralibérales saccagent les droits des travailleurs et travailleuses et laissent les services publics en ruines.

Une année 2022 au Ministère et à la DGFIP où les missions et les moyens ont été une fois encore sacrifiés sur l'autel de l'austérité et de l'exemplarité budgétaire.



Une année 2022 marquée par l'intolérable drame du Pas-de-Calais.

Une année 2022 où les personnels ont subi les effets néfastes des réformes et des lois engagées qui mettent à mal leur quotidien et instaurent une montée en puissance des incidents et difficultés avec des usagers trop souvent exaspérés par les conditions d'accueils et l'éloignement de leur service de proximité.

Et une dernière semaine 2022 marquée, pour les personnels, par des incertitudes liées au report de l'ouverture de la campagne de mutations. Et pour des raisons techniques avec le report de la mise en place de Mouv RH, les règles légales ne seront pas appliquées.

Mais une fin d'année 2022 marquée par l'espoir avec des élections professionnelles pour lesquelles les personnels DGFIP ont exprimé massivement leur attachement à la démocratie sociale en participant aux scrutins à 70 % malgré une semaine de vote chaotique et quelque peu complexe. Par leur vote, les personnels ont réaffirmé leur attachement à un syndicalisme de proximité, force de propositions et combatif en positionnant Solidaires Finances Publiques comme 1ère organisation syndicale à la DGFIP et avec sa fédération au Ministère.

Sachez que pour l'année 2023, la détermination de Solidaires Finances Publiques à défendre les droits et garanties des personnels, les missions, les structures, les emplois, les conditions de travail, ne fléchira pas ! Notre détermination sera totale pour combattre toutes formes de régressions sociales. Au travers des nouvelles instances issues de la loi de transformation de la Fonction Publique, mais également par tous les moyens d'actions, nous continuerons ainsi à porter une ambition solidaire pour la DGFIP.

Prospectives 2023

Pour 2023, Solidaires Finances Publiques pose les sujets qui devront, selon nous, faire l'objet de discussions et d'avancées.

L'année 2023 sera malheureusement une nouvelle fois l'année des suppressions d'emplois.

L'année 2023 verra la mise en place du nouveau COM pour notre administration, Solidaires Finances Publiques continuera de porter son ambition pour la DGFIP et ses personnels.

L'année 2023 devra être celle de la reconnaissance effective et collective en termes de rémunération, de carrière pour l'ensemble des personnels

L'année 2023 sera la mise en place des nouvelles instances qui rythmeront le dialogue social. Nous ne pouvons que dénoncer l'impréparation de la Fonction publique qui n'est pas capable de fournir un modèle de Règlement Intérieur pour ces nouvelles instances alors que la loi date de 2019. Solidaires Finances Publiques continuera de combattre cette loi, mais nous ne laisserons pas le champ libre aux destructeurs de notre Ministère et de la DGFIP.

L'année 2023 doit être celle des droits des agent·e·s en terme notamment de protection et de sécurité

Suite au drame de Bullecourt, la question de la sécurité et de la protection des personnels semble redevenir centrale. Tant au niveau local que national, Solidaires Finances Publiques ne cesse d'alerter et de dénoncer l'inadéquation des risques exposés par les personnels aux solutions préconisées par l'administration. Ainsi en est-il des DUERP et des PAP, des fiches de signalement



bien insuffisantes, voire découragées dans leur rédaction ou non transmises, au regard de la réalité vécue au quotidien par les agents.

Avant tout examen de pistes nouvelles et/ou d'améliorations, le sujet de la sécurité des personnels nécessite plusieurs pré-requis :

- avoir une parole politique et administrative ferme et offensive sur le bien-fondé et la nécessité de l'impôt et, sur le rôle indispensable et légitime des personnels des finances, agents d'État qui remplissent dans un cadre légal une mission de service public au service de l'intérêt général
- donner des moyens humains, juridiques et budgétaires à la hauteur des ambitions affichées
- utiliser de manière optimale les outils et mécanismes de détection des risques
- apporter systématiquement une réponse adéquate et proportionnée face à toutes formes d'agression
- assurer une formation initiale et en cours de carrière de qualité

Si le risque zéro est difficile à atteindre, tout doit cependant être mis en œuvre pour y parvenir.

La question de la sécurité des agent·e·s concerne tous les personnels qu'ils soient nomades (vérificateurs, huissiers, géomètres) ou sédentaires (accueil physique, téléphonique, dématérialisé...), qu'ils soient dans des locaux administratifs, publics ou privés.

La protection des agent·e·s doit se combiner avec la réalisation de toutes nos missions : plus les missions sont en recul ou incomprises, plus les agent·e·s sont en danger.

Monsieur le Président,

Cette « rétrospective et prospectives » émane de la déclaration liminaire du dernier CTR.

Nous pouvons la décliner en local,

Une année 2022, certes marquée par une création d'un service démétropolisé, le PNCD à Béthune, qui n'a cependant pas de locaux définitifs, mais une année 2022 qui a subi des restructurations, fermetures de services et suppressions d'emplois.

Une année 2022, qui devait être marquée par la transparence, or Solidaires Finances Publiques 62 a dû vous inciter à dévoiler vos projets de restructurations des missions foncières.

Une année 2022 où trop souvent, nous avons dû relancer l'administration sur plusieurs questions RH, notamment sur un bilan des mouvements locaux.

Une année 2022 où aucun bilan sur l'égalité professionnelle femmes-hommes ne nous a été présenté.

Une année 2022 où la DDFiP62 a été meurtrie. Après le temps du deuil, vient le temps de l'accompagnement de toutes et tous. Solidaires Finances Publiques 62 réitère ses demandes d'accompagnement RH des collègues de la BDV d'Arras et vous demande une réponse à notre mail du 1^{er} décembre concernant les missions du CF, nous n'admettons pas de la direction, après avoir écouté et soutenu les collègues du CF, qu'elle impose un rythme effréné en 2023.

Une fin d'année 2022 où aucune communication n'est faite envers les collègues sur la disparition d'EDEN-RH ou sur la non-utilisation de MOUV'RH.



Monsieur le Président,

Cette nouvelle année verra-t-elle l'utilisation du 49.3 à outrance ? L'Union syndicale Solidaires revendique l'abandon de la réforme des retraites. Solidaires Finances Publiques s'inscrit d'ores et déjà dans le combat contre le projet de la nouvelle réforme des retraites qui porte l'âge de départ à 64 voire 65 ans minimum et qui n'est une fois de plus qu'un choix idéologique et une volonté de continuer à casser notre système de Protection sociale.

Lors des vœux de M Macron, celui-ci a osé demander « qui aurait pu prédire la crise climatique ? »

Pourtant les COP, et dernièrement la COP 27, les 6 rapports du GIEC, les rapports scientifiques depuis 30 ans, le Haut Conseil pour le Climat l'ont pourtant affirmé depuis très longtemps, la crise climatique est un enjeu majeur. La France a été condamnée pour inaction climatique fin 2022, il est plus que temps de changer de paradigme. Les documents de l'élaboration du futur COM (contrat objectifs et moyens) l'indique dans la partie « réussir la transformation de la DGFIP en s'appuyant aussi sur l'écoresponsabilité, qu'en est-il dans les axes locaux ?

Ce futur COM doit associer l'ensemble des agent·e·s, les réunions que devront tenir les encadrant·e·s d'ici fin janvier seront-elles uniquement descendantes ? Quelles marges de manœuvres auront les collègues pour l'élaboration de ce COM ?

Solidaires Finances Publiques 62, rappelle que le fonds d'amélioration devait s'adresser à l'ensemble des collègues de manière collective, les remontées indiquent qu'en majorité, à la DDFiP62, les agent·e·s ont apprécié la journée de cohésion. Celle-ci était utile et attendue, nous vous l'avions déjà indiqué à plusieurs reprises, le collectif est indispensable. Pouvez-vous cependant, nous donner l'avis des collègues sur les autres projets sur le FACVTA ?

Nouvelle année, nouvelles instances, nouveaux et nouvelles élu·e·s or nous commençons le CSAL d'installation sans règlement intérieur.

Nous commençons une nouvelle année avec une campagne de mouvements nationaux tronquée, qui ne durera que trois semaines, la DG n'ayant pas mis les moyens pour déployer MOUV'RH, elle se permet de reporter les LDG.

Les règles ne s'appliquent-elles pas à l'administration ?

Monsieur le Président, vous l'aurez compris, en cette nouvelle année, Solidaires Finances Publiques 62 a comme résolutions, d'être toujours le caillou dans votre chaussure, d'autant plus que vous avez passé déjà trois longues années dans notre département, de continuer à dénoncer les réformes destructrices de notre administration et de continuer à informer et accompagner les agent·e·s

**Solidaires Finances Publiques 62 continuera à se battre
pour une DGFIP renforcée, réhumanisée, reconnue, au service de l'intérêt général et
pour plus de justice fiscale, sociale et environnementale !
Meilleurs vœux !**

Vos élu·e·s **SOLIDAIRES Finances Publiques 62**

**Catherine VERDAUX, Nadège BOTTE, Pascal PEIREIRA titulaires
Sarah TINCQ, Arnaud VANHOUCHE, Céline VANDEN-BROECK, suppléant·e·s**

